

Finance La Bourse de Paris a ouvert en hausse de plus de 5 %, lundi 13 octobre

Le G7 et l'Eurogroupe redonnent espoir aux marchés

Les gouvernements ont-ils gagné la partie ? Après une semaine noire, au cours de laquelle Wall Street avait perdu 18,15 %, les Bourses se redressaient nettement, lundi 13 octobre au matin. La Bourse de Hongkong gagnait près de 9 %, celle de Paris a ouvert en hausse de plus de 5 %, tandis que, pour la première fois depuis longtemps, les tensions s'apaisaient sur les marchés monétaires, avec un reflux des taux d'intérêt à court terme.

Les opérateurs de marché ont réagi positivement à l'annonce du plan d'action décidé, vendredi, à Washington par le G7 et les mesures dévoilées, dimanche à Paris, par les chefs d'Etat et de gouvernements euro-

péens pour mettre fin à la pire crise financière depuis les années 1930.

Critiqués pour leur absence de coordination et la mollesse de leur action, les gouvernements ont tout fait pour afficher leur unité et leur détermination à apporter une réponse globale à une crise globale. Leur riposte vise à restaurer la confiance de toutes les catégories d'acteurs financiers, qu'il s'agisse des épargnants particuliers, des investisseurs professionnels et des banquiers. Elle se décline autour de trois principaux axes.

Le premier est de rassurer les citoyens, d'éviter des mouvements de panique et des ruées aux guichets. Pour cela, les dirigeants ont affirmé solennellement

qu'aucune grande banque ne fera faillite – les Américains ont été vivement critiqués lors du G7 sur le fait d'avoir laissé sombrer Lehman – et que les épargnants n'ont rien craindre pour leurs économies.

Le deuxième est de redonner de la liquidité au marché interbancaire, c'est-à-dire de faire en sorte que les établissements financiers acceptent à nouveau de se prêter de l'argent entre eux, ce qui n'est plus le cas depuis de longs mois, tant ils se méfient les uns des autres. Une des mesures phares, venue de Grande-Bretagne, est que les Etats garantissent les prêts interbancaires. De cette façon, les banques seront assurées, quoi qu'il arrive, de récupérer l'argent prêté à d'autres établissements financiers.

Enfin, tous les gouvernements se sont dits prêts à injecter des fonds publics dans le capital des établissements financiers en difficulté pour les rendre plus solides et leur éviter des problèmes de solvabilité. Même les Etats-Unis ont accepté cette idée et ils n'ont même pas exclu d'entrer au capital d'entreprises non financières, comme par exemple General Electric.

Si les principes généraux d'action ont été définis, les gouvernements ont aussi décidé de laisser à chaque pays la liberté de mettre en œuvre son propre plan. Les Britanniques ont été les premiers à le faire et ils ont annoncé, lundi matin, la nationalisation de Royal Bank of Scotland et HBOS. Les Allemands et les Français devaient

annoncer leurs propres mesures dans l'après-midi.

Le coût pour les finances publiques de ces plans gigantesques – 470 milliards d'euros en Allemagne, 300 milliards en France – s'annonce très élevé. Dimanche, la Norvège a annoncé qu'elle allait emprunter 41 milliards d'euros, sous forme d'obligations d'Etat, pour soutenir ses banques. Cet afflux d'emprunts du Trésor risque de provoquer un engorgement du marché obligataire, et donc une nette remontée des taux à long terme. Ce qui compliquera un peu plus l'accès au financement des entreprises, notamment des PME, déjà touchées par les restrictions de crédit bancaire. ■

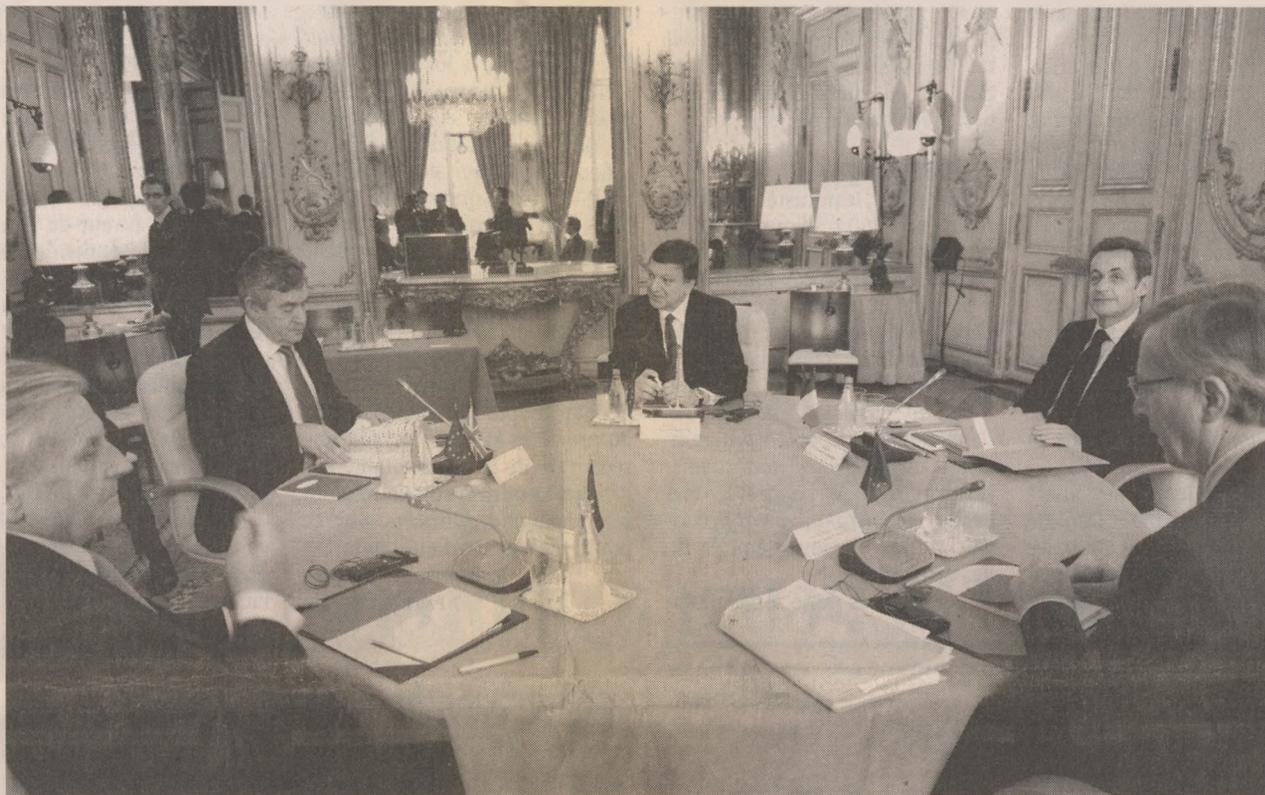
De l'échec du G4 au « triomphe » de Gordon Brown : la semaine du sursaut

CETTE FOIS sera la bonne, espèrent-ils. Les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro se sont réunis en urgence à l'Élysée, dimanche 12 octobre, avec Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale (BCE), José Manuel Barroso, président de la Commission européenne et Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe. Ils ont défini un plan d'action européen : face à la crise financière seront apportées des réponses nationales dans un cadre commun relativement précis.

A l'issue du sommet, M. Trichet s'est dit « impressionné par l'ampleur des décisions prises ». Visiblement soulagé après une semaine folle, faite de scènes de ruptures et de rabibochages. Le 4 octobre, au G4 (réunion des quatre pays européens du G7 - Allemagne, France, Royaume-Uni et Italie), les grandes professions de foi européennes avaient tourné au fiasco, torpillées par la chancelière allemande.

Angela Merkel, qui privilégiait une recette germano-allemande, a ensuite constaté l'échec de sa stratégie avec la faillite de la quatrième banque du pays, Hypo Real Estate. Dimanche, Nicolas Sarkozy en a tiré la leçon : « Il faut qu'il y ait des gens qui prennent le risque d'échouer, pour prendre le risque de réussir », a-t-il dit devant la presse. « Nous n'attendons pas de solution miracle immédiate », a enchaîné M. Barroso, nul n'osant prédire la réaction des marchés financiers.

Après trois heures trente de discussion, l'Eurogroupe a adopté un plan en trois volets : injections de liquidités dans le système financier, garantie d'Etat des prêts interbancaires pour restaurer la confiance entre les banques, recapitalisations des banques par les Etats. Ce soir-là, selon le président en exercice de l'Union européenne (UE), M. Sarkozy,



Réunion de l'Eurogroupe dimanche à l'Élysée avec, de gauche à droite, Jean-Claude Trichet, Gordon Brown, José Manuel Barroso, Nicolas Sarkozy et Jean-Claude Juncker. PHILIPPE WOJAZER/AFP

« l'heure était européenne ». Lundi devait être le jour des réponses nationales : à 14 heures, les gouvernements français et allemand devaient annoncer simultanément les plans nationaux de sauvetage de leur système financier, en cohérence avec ce cadre général. Lequel est censé être précisé et adopté par les 27 au Conseil européen des 15 et 16 octobre, à Bruxelles.

La recherche d'un accord n'a pas été de

tout repos. Après l'échec du G4 du 4 octobre, les marchés continuent à s'effondrer. M^{me} Merkel prend conscience que le « cavalier seul » ne peut suffire. Avec M. Sarkozy, elle s'efforce de décrier l'atmosphère. Mercredi soir, un communiqué passé inaperçu affirme que les actions de la France et de l'Allemagne seront « totalement coordonnées ». Une réunion de l'Eurogroupe devient envisa-

geable. Elle est annoncée vendredi soir.

Allemands et Français accordent leurs violons le lendemain. Difficile, pour M^{me} Merkel, d'échapper au symbole : M. Sarkozy la reçoit à Colombey-les-Deux-Églises (Haute-Marne), là où s'étaient retrouvés, cinquante ans plus tôt, d'écrasants prédécesseurs, Charles de Gaulle et Konrad Adenauer. « Il n'y a pas l'ombre d'un désaccord » entre Paris et Berlin, assure le président. La voie commune peut se faire « avec les marges nécessaires dont a besoin chaque Etat membre », nuance la chancelière, un rien cabocharde.

Leçons d'interventionnisme

A Colombey, elle obtient que le terme de « doctrine commune » - employé au G4 par MM. Trichet et Sarkozy - soit remplacé par celui de « boîte à outils », utilisables en fonction des besoins de chacun. On s'accorde sur la communication : le cadre européen sera annoncé dimanche soir et les mesures nationales le lendemain, simultanément. Plutôt que d'apparaître tous à la tribune au risque de la cacophonie, comme au G4, M^{me} Merkel suggère que seuls MM. Sarkozy, Trichet, Barroso et Juncker se présentent devant la presse. De Colombey, le président français annonce un invité surprise à l'Eurogroupe : Gordon Brown.

Le premier ministre britannique arrive à l'Élysée à 15 h 30, dimanche, avant les dirigeants de la zone euro, avec lesquels il aura le droit de poser sur le perron, pour la photo de famille. L'Eurogroupe ne pouvait se réunir sans celui qui gouverne la

première place financière d'Europe, la plus exposée à la crise.

Triomphe à l'anglaise : c'est Gordon Brown, celui qui empêcha Tony Blair d'adopter l'euro, qui introduit l'Eurogroupe. C'est lui, le magicien du social-libéralisme anglo-saxon, qui donne des leçons d'interventionnisme aux continentaux. Pendant une demi-heure, il expose le plan de sauvetage britannique dont il a proposé, dès le 8 octobre, de généraliser à l'Europe une des mesures-clés : la garantie des prêts interbancaires.

M. Brown rejoint ensuite l'ambassade de Grande-Bretagne, à deux pas de l'Élysée, et savoure son succès devant une poignée de journalistes : dans les jardins, d'un air modeste, sans micro et sans vouloir trop en faire, mais pour s'assurer la paternité de la suite. Le partisan de la mondialisation n'en devient pas plus europhile. Il est là pour des « circonstances exceptionnelles ». « Aucun pays ne peut résoudre tout seul ce qui est un problème global », précise M. Brown.

Pendant ce temps, à l'Élysée, M. Sarkozy presse ses collègues d'agir vite. Il faut figer le projet de compromis dont un premier jet leur a été envoyé samedi à 15 heures. La réunion prend un tour inhabituellement technique entre dirigeants soudain transformés en experts financiers. L'Irlandais Brian Cowen obtient la certitude que son plan national, critiqué dans toute l'Europe, ne sera pas remis en question par la déclaration commune, mais chipote jusqu'à la fin. Son collègue finlandais s'agace.

Deuxième crispation : la concurrence. M. Sarkozy appelle la Commission à faire preuve d'extrême souplesse. M. Barroso lui rétorque que sa direction de la concurrence a déjà considérablement assoupli sa pratique. Le Français reçoit le renfort inattendu de M^{me} Merkel, qui doit renflouer ses banques régionales. On débat du crédit des entreprises, grand souci de Silvio Berlusconi. « Il est le plus concret et le seul à s'exprimer comme un entrepreneur qui n'arrive pas à trouver un crédit », raconte un participant. L'Élysée voulait que la BCE finance les entreprises non bancaires. M. Trichet brandit les traités européens : il n'en a pas le droit.

Fédéralistes convaincus, les Belges trouvent le plan insuffisant : ils réclament, sans succès, une supervision européenne des banques. « A chaque fois on nous dit que c'est pour plus tard », s'impatiente le ministre des finances, Didier Reynders, à l'issue de la réunion. Le manège belge irrite l'Élysée. Profitant d'une suspension de séance, M. Reynders et son premier ministre, Yves Leterme, quittent le palais présidentiel pour dévoiler aux télévisions les conclusions du sommet. Les autres mettent la dernière main à la déclaration finale ; ils ont raté le « 20 heures ». ■

ARNAUD LEPARMENTIER, PHILIPPE RICARD ET MARION VAN RENTERGHEM

Les prêts interbancaires vont être garantis

Forcer les banques à se prêter de nouveau entre elles. C'est l'objectif principal du plan adopté par les pays de la zone euro dimanche 12 octobre. Les Etats pourront offrir leur garantie aux banques qui se prêteront entre elles. Cette mesure ne concerne que les prêts nouveaux, d'une durée maximale de cinq ans et réalisés avant le 31 décembre 2009.

Cette assurance sera payante, à un prix défini par le marché, pour éviter les effets d'aubaine et distorsion de concurrence. Après le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et l'Italie devaient annoncer une telle initiative lundi. Pour l'Élysée, peu importe que le dispositif ne soit pas obligatoire, l'essentiel est d'atteindre une masse critique. Les Etats pourront souscrire ces prêts pour soutenir les banques.

Recapitaliser les banques. L'Eurogroupe appelle à une « recapitalisation suffisante des banques en difficulté ». Cel-

le-ci devra se faire « dans le respect des intérêts des contribuables », en veillant à ce que « les actionnaires et le management assurent leur part de responsabilité » avec des plans de restructuration à la clé. Les Etats doivent préciser pour le 15 octobre les sommes consacrées à ces garanties et recapitalisations. Certains chiffres sont connus : 30 milliards d'euros en Espagne, 36 aux Pays-Bas. L'Allemagne va consacrer 400 milliards d'euros aux garanties bancaires et 70 milliards aux recapitalisations. A Londres, ces chiffres seront respectivement de 250 milliards de livres (310 milliards d'euros) et 50 milliards de livres.

Les liquidités de la Banque centrale européenne (BCE). L'institut de Francfort acceptera que les banques lui donnent en garantie, en contrepartie de ses liquidités, des créances sur les entreprises industrielles. Cette mesure facilite-

ra l'accès des banques au crédit. En revanche, elle a exclu de financer directement les entreprises non bancaires.

Les normes comptables. Les règles européennes seront modifiées « dans les prochains jours », pour permettre aux banques de ne pas dévaluer leurs actifs en fonction des cours de Bourse, et ce dès le troisième trimestre 2008. Les Américains disposent déjà de cette possibilité.

Gestion de crise européenne. Une cellule doit être mise en place d'ici à mercredi pour « renforcer les procédures permettant l'échange d'informations entre nos gouvernements, le président en exercice du conseil européen, le président de la Commission, le président de la BCE et le président de l'Eurogroupe ». Cette proposition semble utile, alors que la République tchèque, eurosceptique, prend la présidence de l'Union le 1^{er} janvier 2009. ■

AR. LE. ET P. RI.